



## Les forces spéciales US actives dans la moitié de l'Afrique, y compris en Algérie

Par [Nick Turse](#), [Sam Mednick](#), et [Amanda Sperber](#)

Mondialisation.ca, 05 octobre 2020

[pulitzercenter.org / mail-guardian](https://pulitzercenter.org/mail-guardian) 11 août 2020

**Les forces spéciales américaines opèrent secrètement dans près de la moitié de l'Afrique, révèle un nouveau rapport, alors que l'armée US ne cesse de brandir la menace de la Chine et de la Russie**

*Cette enquête a été réalisée en partenariat avec le [Pulitzer Center](#).*

Les forces d'opérations spéciales des États-Unis (SOF) —y compris les Navy SEAL, les Bérêts verts de l'armée et les Raiders du corps des Marines— sont les soldats les plus entraînés de l'armée américaine, spécialisés dans la [prétendue] lutte contre le terrorisme, la contre-insurrection et les raids de combat à « action directe », entre autres missions. Leurs opérations sont entourées de secret.

Bien que les commandos américains opèrent sur le continent africain avec l'accord des gouvernements hôtes, les citoyens des pays concernés sont rarement informés de l'étendue des activités américaines —et n'ont pas leur mot à dire sur la manière dont les Américains opèrent dans leur pays, ni même sur les raisons de leur présence. Même les informations de base, comme le lieu et l'étendue des déploiements des troupes d'élite américaines et les combats clandestins des commandos américains sur le continent, ne sont pour la plupart pas rapportées à travers l'Afrique.



### Empreinte des forces spéciales américaines en Afrique

Mais une enquête *Mail & Guardian* peut, pour la première fois, révéler les pays où opérateurs spéciaux américains ont été actifs sur le continent africain, et offrir des détails exclusifs sur des missions discrètes qui ont été largement tenues secrètes.

En 2019, les forces d'opérations spéciales américaines étaient [officiellement] déployées dans 22 pays africains : Algérie, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie , Niger, Nigeria, Sénégal, Somalie, Tanzanie et Tunisie.

Cela représente une part importante de l'activité mondiale des forces d'opérations spéciales américaines : plus de 14% des commandos américains déployés à l'étranger en 2019 ont été envoyés en Afrique, le pourcentage le plus élevé de toutes les régions du monde à l'exception du Moyen-Orient.

Ces chiffres proviennent d'informations fournies au *Mail & Guardian* (M&G) par le Commandement des Opérations Spéciales et le Commandement Africain (AFRICOM) de l'armée américaine.

Un entretien avec Donald Bolduc, Général de brigade à la retraite et chef du Commandement des opérations spéciales en Afrique (SOCAFRICA) jusqu'en 2017, a permis

de mieux comprendre ces opérations. Il a déclaré qu'en 2017, les forces d'opérations spéciales américaines avaient participé à des combats dans 13 pays africains. Les troupes américaines les plus élitistes ont continué d'être actives dans 10 de ces pays —Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Kenya, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Somalie et Tunisie— l'année dernière.

L'empreinte militaire des États-Unis en Afrique est considérable. Des rapports antérieurs ont révélé l'existence d'une série de bases militaires à travers le continent. Les documents de planification AFRICOM 2019 autrefois secrets montrent qu'il y avait 29 bases situées dans 15 pays ou territoires différents, avec les concentrations les plus élevées au Sahel et dans la corne de l'Afrique.

Les activités des opérateurs spéciaux américains sont encore plus secrètes. Leur présence dans les pays africains est rarement reconnue publiquement, que ce soit par les États-Unis ou par les pays hôtes ; les citoyens ne sont pas informés de la présence ou de l'action de ces troupes d'élite sur leur territoire.

L'armée américaine ne sait pas exactement ce que ses forces d'élite font dans chaque pays, mais des opérateurs spéciaux ont depuis longtemps mené des missions allant des raids commando de capture ou de mise à mort aux missions d'entraînement.

Le M&G s'est entretenu avec un large éventail de sources pour combler les vides, notamment des officiers militaires et des diplomates américains, des opérateurs spéciaux américains actifs et retraités, des gouvernements africains et des sources militaires, des bénéficiaires de la formation militaire américaine en Afrique et des témoins civils. Ce qui en ressort est une image globale des activités des forces spéciales américaines en Afrique.

Certaines opérations sont menées sous les auspices des soi-disant programmes de la Section 127e, du nom d'une autorité budgétaire qui permet aux forces d'opérations spéciales américaines d'utiliser des unités militaires locales comme substituts dans les missions de lutte contre le terrorisme. Pour des raisons de sécurité, le Special Operations Command ne publiera pas d'informations sur les programmes de la Section 127e, a déclaré le porte-parole Ken McGraw.



Cependant, le M&G a confirmé que ces dernières années, les États-Unis ont mené au moins

huit programmes au titre de la Section 127e en Afrique, la plupart en Somalie. Ces activités en Somalie ont été menées sous les noms de code *Exile Hunter*, *Kodiak Hunter*, *Mongoose Hunter*, *Paladin Hunter* et *Ultimate Hunter*, et impliquaient des commandos américains entraînant et équipant des troupes d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie et d'Ouganda dans le cadre de la lutte contre le groupe militant al-Shabab.

Actuellement, les États-Unis mènent deux programmes 127e en Somalie, selon un responsable d'AFRICOM.

Le nombre de missions terrestres effectuées par les commandos américains en Somalie n'a jamais été révélé auparavant, mais les documents de l'US Air Force obtenus par le M&G et corroborés par Bolduc indiquent l'ampleur de ces efforts. Les documents, du 449e Groupe expéditionnaire aérien basé au Camp Lemonnier à Djibouti montrent que les États-Unis et les pays partenaires ont mené plus de 200 missions terrestres contre al-Shabab entre juin 2017 et juin 2018.

Ce nombre n'est pas une anomalie. « C'est à peu près la moyenne, chaque année, pour le temps que j'y étais aussi », a déclaré Bolduc, qui a dirigé le Commandement des opérations spéciales en Afrique d'avril 2015 à juin 2017.

Le Commandement de l'Afrique caractérise les missions avec des forces partenaires comme des missions « de conseil, d'assistance et d'accompagnement » ou « AAA » (Advise, Assist and Accompany), mais ces opérations peuvent être indiscernables du combat. Au cours d'une mission AAA en 2017, par exemple, le Navy SEAL Kyle Milliken, un premier maître de 38 ans, a été tué, et deux autres Américains ont été blessés lors d'un raid sur un camp d'al-Shabab à environ 65 km à l'ouest de Mogadiscio, la capitale de la Somalie.

AFRICOM ne divulgue pas le nombre de missions de conseil, d'assistance et d'accompagnement par pays, mais dans un mail adressé au M&G, le commandement africain a reconnu 70 de ces missions en Afrique de l'Est en 2018, 46 en 2019 et 7 en 2020 début juin.

Parmi les autres efforts axés sur les opérations spéciales qui étaient toujours actifs dans la région en février 2020 figure « Oblique Pillar », une opération qui fournit un soutien par hélicoptère sous contrat privé aux Navy SEAL et aux unités de l'armée nationale somalienne qu'ils conseillent ; « Octave Anchor », une opération psychologique furtive axée sur la Somalie ; et « Rainmaker », un effort de renseignement électromagnétique hautement classifié.

L'Afrique du Nord-Ouest est un autre théâtre majeur des opérations spéciales américaines. Une grande partie du monde, par exemple, a pris connaissance des opérations militaires américaines en Afrique en octobre 2017, après que Daech a tendu une embuscade aux troupes américaines près de Tongo Tongo au Niger, tuant quatre soldats américains dont deux étaient des Bérets verts. Ces troupes appartenaient à l'équipe opérationnelle Détachement-Alpha 3212, une unité de 11 hommes travaillant avec une force nigérienne sous l'égide de l'opération Juniper Shield.

Juniper Shield est le principal effort de lutte contre le terrorisme des États-Unis en Afrique du Nord-Ouest, impliquant 11 pays : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal et Tunisie. Sous Juniper Shield, les forces d'opérations spéciales américaines entraînent, conseillent, assistent et accompagnent depuis longtemps

les forces partenaires locales menant des missions visant des groupes terroristes, y compris al-Qaïda et ses affiliés, Boko Haram et Daech. L'effort, selon les documents AFRICOM, était en cours depuis février.

Algérie : des forces spéciales américaines présentes dans le Sahara © Le Cri des Peuples

[Reportage](#) d'ABC sur une équipe de Bêrets verts dans le Sahara algérien (date inconnue, mais antérieure à 2012).

L'autre activité clé dans la région est l'exercice *Flintlock*, un exercice annuel d'entraînement aux opérations spéciales, mené par le Commandement Africain des Opérations Spéciales, axé sur le renforcement de la capacité des pays d'Afrique de l'Ouest à planifier et à mener des missions de lutte contre le terrorisme. Les pays africains participants étaient le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo.

La Libye a également été au centre des préoccupations. L'année dernière, les États-Unis ont retiré leurs commandos de la Libye alors que la guerre civile éclatait. « En raison de l'agitation accrue [...] un contingent de forces américaines soutenant le Commandement américain pour l'Afrique a temporairement déménagé du pays en réponse aux conditions de sécurité sur le terrain », a annoncé l'AFRICOM en avril 2019. Ces troupes ne sont jamais revenues, selon le porte-parole d'AFRICOM, John Manley. Mais cela n'a apparemment pas arrêté les opérations américaines axées sur la Libye.

Selon les documents d'AFRICOM, l'opération *Junction Serpent*, un effort de surveillance en Libye qui a débuté dans le cadre de la campagne de frappes aériennes de 2016 contre des cibles de Daech dans la ville côtière de Syrte, est toujours active. Sous *Junction Serpent*, le Commandement Conjoint des Opérations Spéciales ou JSOC, l'organisation secrète qui contrôle l'équipe 6 des Navy SEAL et d'autres unités de mission spéciales, a reçu une autorité spéciale pour développer des informations de ciblage pour les frappes aériennes. Une opération sœur nommée *Odyssey Resolve*, impliquant des vols de renseignement, de surveillance et de reconnaissance au-dessus de la Libye, était une autre composante de la campagne d'opérations spéciales de frappes aériennes à Syrte et était également en cours depuis février.

Tous les endroits où les commandos américains opèrent en Afrique ne se trouvent pas dans des zones de guerre ou à proximité. Citons par exemple le Botswana, l'une des démocraties les plus établies et les plus pacifiques du continent.

En réponse aux questions du M&G, l'ambassade des États-Unis au Botswana a déclaré que les troupes d'élite américaines avaient participé à l'exercice *Upward Minuteman*, un événement de formation de trois semaines organisé en juin 2019 à la base aérienne de Thebephatshwa à Molepolole. La formation a impliqué 200 soldats de la Garde nationale de Caroline du Nord et un nombre indéterminé de soldats de la Force de défense du Botswana (BDF). Il comprend tout, de l'entraînement aux armes aux simulations d'assaut aérien et terrestre.

« L'armée américaine entretient une solide relation de coopération bilatérale en matière de sécurité avec le BDF depuis sa création. A ce titre, nous menons une variété d'engagement

militaire à militaire qui inclut parfois des forces spéciales. Au cours des dernières années, nous avons mené des échanges d'expertise spécifiques aux forces spéciales en 2017 et 2019 », a déclaré la responsable des affaires publiques de l'ambassade, Ineke Margaret Stoneham.

Les forces armées du Botswana jouissent d'une réputation relativement propre. Ce n'est pas le cas de tous les pays avec lesquels les États-Unis se sont associés. Prenons le Burkina Faso, où des unités d'opérations spéciales américaines ont formé les forces de sécurité burkinabè à la lutte contre les engins explosifs improvisés et les ont conseillées avant les opérations de lutte contre le terrorisme. En juillet, un rapport de Human Rights Watch impliquait des soldats burkinabè dans des massacres dans la ville de Djibo, dans le nord du pays. Et ce n'est pas la première fois que ces forces sont accusées de graves violations des droits de l'homme.

Temi Ibirogba, associée de recherche du Programme Afrique au Centre pour la politique internationale, a averti que la formation, l'équipement et l'assistance aux militaires des nations accusées de violations des droits de l'homme les encourage et leur permet de justifier leurs abus. « Si la nation démocratique la plus puissante du monde soutient votre armée, vous croirez sûrement que les violations des droits de l'homme que vous avez commises sont excusables », a-t-elle déclaré au M&G.

Un porte-parole du département d'État américain a déclaré à M&G : « Les États-Unis sont profondément préoccupés par le nombre croissant d'allégations de violations des droits de l'homme et d'abus perpétrés par les forces de sécurité de l'État au Sahel, y compris celles documentées par Human Rights Watch [lol]. »

Le porte-parole a ajouté : « Nous excluons de l'assistance et de la formation les individus ou unités coupables de violations des droits de l'homme. Nous suivrons donc de près les enquêtes en cours afin de déterminer comment ces allégations affecteront nos obligations légales en vertu de la loi américaine. À ce jour, nous n'avons aucune information indiquant que des individus ou des unités formés ou équipés aux États-Unis ont été impliqués dans l'un des abus signalés. »

Andy Duhon, un ancien officier des forces d'opérations spéciales américaines avec plus d'une décennie d'expérience dans la région du Sahel, a remis en question l'efficacité de l'implication de l'armée américaine en Afrique. Il a déclaré que les États-Unis ne comprennent pas ce que veulent les pays africains et, par conséquent, ne savent pas comment intervenir au mieux.

« Les États-Unis n'en font pas assez. Ils prétendent vouloir aider, mais ils doivent faire un meilleur travail de compréhension des organisations de base, des gouvernements et des militaires, au lieu de simplement envoyer de l'argent pour des programmes de formation et d'équipement à long terme », a déclaré Duhon.

Comfort Ero, directeur du programme Afrique d'International Crisis Group, a déclaré que l'étendue des forces d'opérations spéciales américaines en Afrique illustre la « montée en puissance » de l'armée américaine sur le continent. Même si, a-t-elle ajouté, le message est mitigé : « Il y a une accumulation d'une part et une retenue de l'autre. Il est clair que les États-Unis ne veulent pas être en première ligne. »

Ero a déclaré que le manque de transparence de la part des gouvernements américains et

africains sur la présence militaire américaine en Afrique est une source de préoccupation, tout comme la volonté de Washington de travailler avec des gouvernements autoritaires. « Cela alimente cette inquiétude plus large que certains États soient soutenus [...] Les États-Unis sont considérés comme légitimant et prolongeant davantage les tendances autoritaires, ou les États [dont les dirigeants] ne sont pas considérés comme ayant une légitimité. »

Nick Turse, Sam Mednick, Amanda Sperber

\* \* \*

Article original en anglais : [Exclusive: Inside the Secret World of US Commandos in Africa](#), Mail & Guardian, le 11 août 2020.

Traduit par [le Cri des Peuples](#)

Image en vedette : Capture d'écran d'une vidéo : « Des soldats et des aviateurs de la Garde nationale de Caroline du Nord, du New Jersey et de l'Alabama s'entraînent avec des soldats de la Force de défense du Botswana pour l'exercice Upward Minuteman 2019 à la base aérienne de Thebehatshwa, au Botswana. »

La source originale de cet article est [pulitzercenter.org / mail-guardian](http://pulitzercenter.org/mail-guardian)

Copyright © [Nick Turse](#), [Sam Mednick](#), et [Amanda Sperber](#), [pulitzercenter.org / mail-guardian](http://pulitzercenter.org/mail-guardian), 2020

Articles Par : [Nick Turse](#), [Sam Mednick](#), et [Amanda Sperber](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)